

Retraites : le Medef formule ses propositions ; la capitalisation à la mode

« Le Medef abat ses cartes », titre **Les Echos** qui revient sur les propositions, formulées hier lors d'une réunion du conclave, de l'organisation patronale, qui ne veut pas toucher à l'âge de départ à la retraite, mais propose un nouveau système de prise en compte de la pénibilité et une amélioration de la pension des mères de famille. Dans un document transmis à la presse, le Medef insiste sur « le maintien » des 64 ans, alors que la CFDT continue de réclamer un « bougé ». Le Medef propose d'indexer automatiquement l'âge de départ à la retraite à « des critères objectifs relatifs à la démographie et au marché du travail », tels que l'espérance de vie ou l'évolution du ratio cotisants/retraités. Les partenaires sociaux prendraient dans le même temps la main sur le pilotage du régime général en s'inspirant de la gestion du régime complémentaire Agirc-Arrco. A ce stade, l'organisation met surtout sur la table des propositions censées aller dans le sens des attentes des syndicats, en prévoyant en échange des économies de manière à « ne pas dégrader le rendement de la réforme Borne ». Dans cette veine, le Medef propose de remettre à plat le système de prise en compte de la pénibilité de certains métiers, propose désormais que l'exposition à ces facteurs ouvre de nouveau des droits, matérialisés par l'accumulation de points dans le compte professionnel de prévention ou C2P des salariés. En revanche, plus question pour ces travailleurs d'utiliser ce compte pour bénéficier d'un départ anticipé à la retraite. Le Medef se montre cependant prêt à assouplir le dispositif inaptitude/invalidité, point d'attention de la CFDT. Pour financer ces propositions sur la pénibilité le Medef propose de « resserrer de manière très significative » le système de départ anticipé pour les personnes ayant commencé à travailler tôt. (Les Echos, p.4)

« La mode de la capitalisation », titre **Le Parisien** qui pointe une solution plébiscitée par les potentiels candidats du bloc central à la présidentielle. Sans attendre, **Gérald Darmanin** a ainsi décidé d'y consacrer, aujourd'hui, une convention de son mouvement, Populaires, intitulée : « Retraite, et si la solution c'était la capitalisation ? » « Il veut bousculer le système », annonce un de ses proches, le député du Val-de-Marne Mathieu Lefèvre. **Edouard Philippe**, invité de l'émission « Quotidien » hier, a lui aussi proposé de « faire de la capitalisation tout en travaillant plus longtemps, si on veut conserver un système par répartition ». Quant à **Gabriel Attal**, il devrait faire des annonces lors de la prochaine « convention économique et sociale » de Renaissance. Corollaire, au sein de l'opinion aussi la perception bouge. « Une partie des Français, et tout particulièrement des jeunes commence à y être favorable », observe Brice Teinturier, le directeur général d'Ipsos. Déficits, réformes à la pelle, inquiétudes obligent, « ils se disent que ça ne tiendra pas et qu'il faut ajouter une part de capitalisation », décrit le politologue, qui nuance : « Si demain on leur disait qu'il n'y a plus aucun problème de financement, ils ne le souhaiteraient pas forcément. » Le ministre de l'Économie, lui, juge que ce n'est pas « le bon moment » d'en faire un élément obligatoire ». (Le Parisien, p.6)